



## CHAPITRE 230

### Loi des tarifs de taxi

Défini-  
tion:

« corpo-  
ration  
muni-  
cipale »;

« voitu-  
rier  
public ».

#### 1. Dans la présente loi:

1° Les mots « corporation municipale » désignent toute corporation municipale de cité ou de ville, qu'elle soit constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou qu'elle le soit par une loi spéciale;

2° Les mots « voiturier public » désignent toute personne, société ou corporation qui possède un ou des taxis au sens du paragraphe 7° de l'article 1 du Code de la route (chap. 231), ou un ou des véhicules de promenade au sens du paragraphe 2° de l'article 1 dudit code lorsque ce ou ces véhicules de promenade sont possédés pour fins de louage ou servent au transport de personnes moyennant considération pécuniaire. S. R. 1941, c. 238, a. 2.

Pouvoir  
de fixer  
un tarif.

2. Toute corporation municipale dont la population au dernier recensement fédéral précédant le 20 avril 1934 était de trente mille âmes ou plus doit, et toute corporation municipale dont la population audit recensement était inférieure à trente mille âmes peut, établir et mettre en vigueur un tarif du prix de courses que doit exiger un voiturier public, dans le territoire sous la juridiction de la corporation municipale. S. R. 1941, c. 238, a. 3.

Approba-  
tion de la  
Régie.

3. Tout tarif établi en vertu de la présente loi doit être soumis pour approbation à la Régie des transports, dans les quinze jours de son adoption.

Ordon-  
nance.

La Régie peut, par une ordonnance, approuver le tarif soumis ou le modifier en

## CHAPTER 230

### Taxi Tariffs Act

#### 1. In this act:

(1) The words "municipal corporation" mean any city or town municipal corporation, whether incorporated under a general or by a special act;

Defini-  
tion:  
"muni-  
cipal  
corpora-  
tion";

(2) The words "public carrier" mean any person, partnership or corporation possessing one or more taxis within the meaning of paragraph 7 of section 1 of the Highway Code (Chap. 231), or one or more "pleasure vehicles" within the meaning of paragraph 2 of section 1 of the said Code when such pleasure vehicle or vehicles is or are kept for purposes of hire or used for the transportation of persons for a pecuniary consideration. R. S. 1941, c. 238, s. 2.

"public  
carrier".

2. Every municipal corporation the population whereof at the last Dominion census prior to April 20th 1934 was thirty thousand souls or over must, and every municipal corporation the population whereof at the said census was under thirty thousand souls may, establish and put into force a tariff of trip rates which a public carrier must charge in the territory under the jurisdiction of the municipal corporation. R. S. 1941, c. 238, s. 3.

Fixing of  
tariff.

3. Every tariff established under this act must be submitted for approval to the Transportation Board, within fifteen days after its adoption.

Approval  
of  
Board.

The Board may, by an order, approve the tariff as submitted, or amend it by

Order.

diminuant ou en augmentant le prix des courses déterminé par ce tarif.

Entrée en  
vigueur.

Le tarif approuvé par la Régie ou modifié par elle entre en vigueur à compter de la date de l'ordonnance ci-dessus mentionnée. À compter de cette date il est illégal pour un voiturier public de demander ou charger un prix autre que celui déterminé par le tarif approuvé ou modifié par ladite Régie. S. R. 1941, c. 238, a. 4; 9 Geo. VI, c. 21, aa. 1 et 11.

Modifica-  
tions.

4. Tout tarif établi en vertu de la présente loi ne peut être remplacé ou modifié par la corporation municipale autrement qu'en suivant les mêmes procédures que celles déterminées pour son adoption. S. R. 1941, c. 238, a. 5.

Infrac-  
tion.

5. Tout voiturier public qui demande ou charge, pour une course, un prix autre que celui déterminé par le tarif en vigueur, ou toute personne qui refuse de payer à un voiturier public le prix déterminé par le tarif, commet une infraction à la présente loi et est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars, qui appartiendra à la corporation municipale. S. R. 1941, c. 238, a. 8.

diminishing or increasing the trip rates fixed in such tariff.

The tariff as approved or amended by the Board shall come into force from the date of the above mentioned order. From and after such date it shall be unlawful for a public carrier to ask or charge a rate other than that fixed by the tariff as approved or amended by the said Board. R. S. 1941, c. 238, s. 4; 9 Geo. VI, c. 21, ss. 1 and 11.

4. No tariff established under this act shall be replaced or amended by the municipal corporation otherwise than by following the same procedure as that determined for its adoption. R. S. 1941, c. 238, s. 5.

5. Any public carrier who asks for or charges, for a trip, a rate other than that fixed by the tariff in force, or any person who refuses to pay a public carrier the rate fixed by the tariff, shall commit an offence against this act and shall be liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding ten dollars which shall belong to the municipal corporation. R. S. 1941, c. 238, s. 8.